

## Communiqué de presse

Luxembourg, le 20 juin 2019

## Il faut renforcer l'accent mis sur la performance des dépenses de l'UE relevant de la cohésion, estime la Cour des comptes européenne

Selon un nouveau document d'information publié aujourd'hui par la Cour des comptes européenne, des efforts plus importants sont nécessaires pour ancrer l'efficacité et l'efficience dans la politique de cohésion de l'UE. Les auditeurs affirment que les initiatives prises en ce sens lors de la conception de la législation ne se sont pas toujours traduites en actes sur le terrain. Ils recensent un certain nombre d'aspects perfectibles, de la planification stratégique au suivi et à l'évaluation en passant par la mise en œuvre de la politique. Et ils mettent en garde: si une simplification accrue présente certains avantages, elle risque aussi d'atténuer l'accent mis sur la performance des dépenses de cohésion durant la période de programmation 2021-2027.

Un tiers environ du budget annuel de 140 milliards d'euros de l'Union est consacré à la politique de cohésion. Selon la Commission européenne, veiller à ce que les dépenses de cohésion soient axées sur la performance est l'une des priorités de la période de programmation 2014-2020. C'est aussi l'un des principaux objectifs sous-tendant les propositions législatives de la Commission pour 2021-2027.

«Notre examen s'articule autour de 14 principes directeurs qui s'inspirent de nos multiples travaux d'audit réalisés au fil des ans et dont le respect est selon nous essentiel pour garantir que la politique de cohésion de l'UE est bien axée sur la performance», a déclaré M<sup>me</sup> Iliana Ivanova, le Membre de la Cour des comptes européenne responsable du document d'information. «Si le cadre législatif présente effectivement des progrès, certains domaines, comme la planification stratégique, la mise en œuvre de la politique et la recherche de durabilité, pourraient être améliorés.»

L'objectif de ce communiqué de presse est de présenter les principaux messages du document d'information de la Cour des comptes européenne.

Celui-ci est disponible dans son intégralité sur le site www.eca.europa.eu.

## **ECA Press**

Mark Rogerson – Porte-parole T: (+352) 4398 47063 M: (+352) 691 55 30 63 Damijan Fišer – Attaché de presse T: (+352) 4398 45410 M: (+352) 621 55 22 24

12, rue Alcide De Gasperi – L-1615 Luxembourg

E: press@eca.europa.eu @EUAuditors eca.europa.eu

Le document d'information examine l'évolution des efforts de l'UE pour axer davantage les dépenses relevant de la cohésion sur la performance. Dans l'ensemble, les auditeurs se félicitent des progrès réalisés ces dernières années. Plus précisément, la Commission a entrepris d'inclure des caractéristiques de conception qui définissent entre autres ce qu'est une bonne performance ainsi que les conditions nécessaires pour l'obtenir, mais aussi la manière de la mesurer, d'en rendre compte et de l'évaluer. Cependant, elles ne se sont pas toujours traduites par une mise en œuvre efficace sur le terrain.

En outre, en ce qui concerne les propositions de la Commission pour la prochaine période de programmation (2021-2027), les auditeurs louent l'idée que les fonds de l'UE soient ciblés en fonction de leur impact potentiel, ainsi que les efforts consentis pour renforcer le cadre de mesure de la performance. Toutefois, ils soulignent également l'absence de stratégie européenne susceptible de prendre le relais de la stratégie Europe 2020, et le risque de voir les révisions des programmes ne pas s'appuyer sur des considérations de performance.

Enfin, les auditeurs insistent pour que le Parlement européen et le Conseil adoptent à temps le cadre législatif. Les retards cumulés lors de la mise en œuvre conjugués au chevauchement des périodes d'éligibilité font que les États membres ont tendance à faire passer l'impératif d'utiliser les fonds de l'UE dans les délais (afin de ne pas les perdre) avant les considérations de performance.

## Remarques à l'intention des journalistes

La politique de cohésion de l'UE vise à réduire les disparités entre les régions de l'Union afin de parvenir à un développement économique, social et territorial équilibré. Quelque 350 milliards d'euros, soit un tiers du budget de l'UE pour 2014-2020, sont consacrés à cette politique. Un document d'information est un document descriptif et analytique portant sur un domaine d'intervention. Il ne comporte pas de nouvelles constatations d'audit. Conformément à la responsabilité qui lui incombe de s'assurer de la bonne gestion financière, la Cour des comptes européenne a largement contribué au renforcement de l'accent mis sur la performance. L'analyse détaillée présentée dans ce document d'information se fonde sur de multiples travaux d'audit réalisés dans le domaine de la cohésion au cours de la décennie écoulée (69 rapports), complétés par des examens provenant d'autres sources.

Le document d'information de la Cour des comptes européenne relatif à la performance dans le domaine de la cohésion est disponible dans 23 langues de l'UE sur le site web de la Cour (eca.europa.eu).